

Mascarade électorale et référendaire en Guinée: l'union européenne remet en question la validité du processus

écrit par GuineePolitique© | 26 mars 2020



Le caractère non inclusif et non consensuel de ces scrutins et du fichier électoral porte atteinte à la crédibilité de ces élections. L'absence d'observation régionale et internationale reconnue remet également en question la validité du processus.

Déclaration de la Porte-parole de l'UE sur les élections législatives et le référendum constitutionnel du 22 mars 2020 en Guinée

Guinée: déclaration de la Porte-parole sur les élections législatives et le référendum constitutionnel du 22 mars

Le double scrutin du 22 mars s'est tenu dans un climat de forte tension émaillé par des violences causant plusieurs morts. Ces actes

de violence
et l'usage disproportionné de la force par les forces de
l'ordre sont
inacceptables.

Le caractère non inclusif et non consensuel de ces scrutins et
du
fichier électoral porte atteinte à la crédibilité de ces
élections.

L'absence d'observation régionale et internationale reconnue
remet
également en question la validité du processus. Les clivages
intercommunautaires se creusent dangereusement.

L'Union européenne renouvelle son soutien aux initiatives de
la Communauté économique des états de l'Afrique de l'Ouest
(CEDEAO), de l'Union africaine et de l'Organisation
internationale de la Francophonie (OIF) susceptibles de
réhabiliter le processus électoral, de désamorcer les tensions
et de renouer un dialogue entre toutes les parties.

[Virginie BATTU-HENRIKSSON](#) Spokesperson for Foreign Affairs and
Security Policy + 32 (0)470 18 24 05

eeas.europa.eu

Pour la France «le caractère

non inclusif de ces élections [] n'a pas permis la tenue d'élections crédibles» en Guinée

écrit par GuineePolitique© | 26 mars 2020



Guinée – Point de presse de la porte-parole (24 mars 2020)

La France suit avec préoccupation la situation en Guinée, après l'organisation, ce dimanche 22 mars, d'élections législatives et d'un référendum en vue d'un changement de Constitution. Elle condamne les actes de violence qui ont entraîné, durant cette journée, la mort de plusieurs Guinéens.

Le caractère non inclusif de ces élections et non consensuel du fichier électoral, ainsi que le rôle joué par des éléments des forces de sécurité et de défense excédant la simple sécurisation du processus, n'ont pas permis la tenue d'élections crédibles et dont le résultat puisse être consensuel. La France relève aussi l'absence

d'observation
régionale et internationale à l'occasion de ce double vote.

La France soutiendra les initiatives de la CEDEAO, de l'Union africaine et de l'OIF pour désamorcer les tensions en Guinée et restaurer rapidement un dialogue entre toutes les parties. Elle appelle tous les acteurs guinéens, quels qu'ils soient, à la responsabilité et à la plus grande retenue.

diplomatie.gouv.fr

En Guinée, Alpha Condé joue son va-tout

écrit par GuineePolitique© | 26 mars 2020



Le référendum dimanche en Guinée couplé à des législatives ont été conçus par le président Alpha Condé pour s'accrocher au pouvoir malgré son âge et la contestation populaire.

81 ans et
président de la République de Guinée depuis 2010. Alpha Condé

entend
bien le rester. Pour y parvenir, il a organisé un double
scrutin qui
doit se tenir ce dimanche, couplant ainsi élections
législatives et
référendum constitutionnel qui lui permettrait de briguer un
troisième
mandat présidentiel. Grâce à [la crise du coronavirus](#)
qui a lui a permis d'annuler la médiation de la Communauté
économique
des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), il y a fort à
parier que
celui qui fut une figure majeure de l'opposition lors des
régimes
précédents, parvienne à ses fins.

L'opposition
a immédiatement réagi en appelant mercredi à un boycott
électoral
général et à descendre dans les rues pendant le week-end afin
d'empêcher
ce que certains désignent comme "un coup d'Etat
constitutionnel". Dans
une allocution filmée, l'un des coordinateurs nationaux du
Mouvement
FDNC (Front national pour la défense de la Constitution) Sékou
Koundouno
a appelé les Guinéens à "se lever" pour faire de ces deux
journées un
élan de protestation historique. "Nous avons mis en place une
batterie
de stratégies. Nous allons lancer l'alerte rouge afin
d'enterrer ce rêve
suicidaire."

Pour le gouvernement, l'élection ne va "sûrement pas répandre le virus"

Le FNDC a également dénoncé les manœuvres de l'Etat pour censurer Internet et des supposées pratiques illégales de mise sur écoute téléphonique. Des groupes de la société civile, quant à eux, ont demandé au chef d'Etat guinéen de reporter le scrutin jusqu'à la fin de l'épidémie de coronavirus. Le porte-parole du gouvernement, Amadou Damaro Camara, a rétorqué "que les deux cas répertoriés de personnes infectées ne pouvaient empêcher le reste du pays à exercer son droit de vote. Et que l'élection n'allait sûrement pas répandre le virus."

Alpha Condé avait pourtant bien commencé. Bon élève, il avait été envoyé en France à l'âge de 15 ans afin de poursuivre ses études. Il passe alors son bac au lycée Turgot à Paris où il sympathise avec Bernard Kouchner qu'il considère comme son frère. Puis c'est la Sorbonne et la faculté de droit où il décroche un doctorat d'Etat en droit public. Très vite, il devient un militant de la cause africaine et s'impose au fil des ans comme une figure majeure de l'opposition guinéenne. Il fonde trois partis politiques dont le Mouvement national démocratique

(MND) qui passera de la clandestinité à la lutte légale en 1991.

En 2000, il est arrêté pendant vingt mois, jugé et condamné par une cour spéciale à cinq ans de prison. Son arrestation suscite un mouvement de protestation local et international. Madeleine Albright, ancienne Secrétaire d'Etat américaine se déplaçant même à Conakry, afin de rencontrer le célèbre opposant. Jacques Chirac s'impliquera aussi personnellement. Il sera libéré une année plus tard par une grâce présidentielle. Aujourd'hui, ses opposants lui reprochent d'avoir oublié tous les combats pour la justice et la liberté menés dans sa jeunesse.

Cet article est republié à partir de lejdd.fr. Lire l'original [ici](#)

Le président de la Commission de l'Union Africaine préoccupé par la situation en Guinée

écrit par GuineePolitique© | 26 mars 2020



La Commission de l'Union africaine appelle le gouvernement et tous les acteurs politiques et sociaux à promouvoir un dialogue politique inclusif afin d'organiser les élections dans un climat apaisé et consensuel.

Communiqué de Presse du Président de la Commission de l'UA sur la Guinée



Le rapport de l'OIF qui pointe les failles du processus électoral en Guinée

écrit par GuineePolitique© | 26 mars 2020



Republication de contenu RFI

«Un fichier électoral fiable et consensuel» en Guinée, l'OIF réitère sa position et apporte son soutien à l'UA et la CEDEAO

écrit par GuineePolitique© | 26 mars 2020



Communiqué

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) apporte son soutien à la déclaration conjointe de la Commission de l'Union africaine et de la Commission de la CEDEAO du 1er mars 2020.

Elle souhaite, à l'instar des deux partenaires, que le report des élections législatives et du référendum constitutionnel puisse contribuer à **établir un fichier électoral fiable et consensuel**, dans le sens du communiqué du 24 février publié à l'issue de la mission technique d'assistance électorale de l'OIF auprès de la Commission électorale nationale indépendante qui avait relevé les cas problématiques d'électeurs ne disposant pas de documents permettant leur identification. Ces efforts participeraient à restaurer la confiance des acteurs à l'égard du processus électoral.

L'OIF encourage ainsi les autorités et l'ensemble des acteurs politiques guinéens à jouer un rôle constructif en vue de la tenue d'élections crédibles en 2020, en s'inscrivant dans les engagements de la Déclaration de Bamako.

Elle exhorte en outre toutes les parties à faire preuve de la plus grande retenue et à appeler leurs partisans à renoncer à la violence.

La Secrétaire générale de la Francophonie réitère aux autorités nationales la disponibilité de l'OIF à poursuivre, aux côtés des partenaires régionaux et internationaux, son engagement en faveur du renforcement de la démocratie et de l'Etat de droit en Guinée.

francophonie.org

Déclaration de Bamako: Adoptée le 3 novembre 2000 par les Ministres et chefs de délégation des États et gouvernements des pays ayant le français en partage lors du «Symposium international sur le bilan des pratiques de la démocratie, des droits et des libertés dans l'espace francophone»

Voici l'intégralité de la [Déclaration de Bamako](#)

Après le report du double scrutin en Guinée, l'Union Africaine et la CEDEAO recommandent

écrit par GuineePolitique© | 26 mars 2020



La Commission de l'Union Africaine et la Commission de la

CEDEAO souhaitent que le délai de report soit efficacement mis à profit pour renouer un dialogue serein et responsable entre tous les acteurs politiques et sociaux de manière à établir un fichier électoral fiable et à créer les conditions d'un scrutin crédible, libre et transparent.



ecowas.int

Déclaration du Haut Représentant au nom de l'Union européenne sur la situation politique en Guinée

écrit par GuineePolitique© | 26 mars 2020



Les récentes déclarations de l'Organisation Internationale de la Francophonie, à travers son communiqué du 24 février sur

l'état du fichier électoral guinéen, et la décision de l'Union Africaine, annoncée ce vendredi 28 février 2020, de rappeler sa mission d'observation des élections législatives du 1^{er} mars, confirment les inquiétudes de l'Union européenne. En l'état, **l'absence d'inclusivité et de transparence jette le doute sur la crédibilité des échéances électorales à venir.**

Cette situation attise le risque de division et de tension au sein de la communauté nationale. Il incombe à tous les acteurs politiques, en particulier au Président Condé en tant que Chef de l'Etat, de renouer le dialogue et de rétablir un climat de confiance propice à la paix sociale et à la tenue de scrutins crédibles attendus pour l'année 2020.

L'Union européenne appelle à la retenue et condamne l'usage de la violence d'où qu'elle vienne.

Elle soutient toute initiative de la région pour trouver une issue pacifique à cette crise et appelle les acteurs guinéens à coopérer.

europa.eu

**L'Union Africaine (aussi)
rappelle sa mission déployée
pour l'observation électorale**

en Guinée

écrit par GuineePolitique© | 26 mars 2020



Communiqué

Addis Abéba, le 28 février 2020: Le Président de la Commission, S.E. Moussa Faki Mahamat reste préoccupé par les récents développements pré-électorales en République de Guinée caractérisés par la poursuite d'une forte controverse sur le fichier électoral et l'impossibilité du déploiement de la mission de bons offices composés de quatre chefs d'État de la CEDEAO.

La position de l'organisation continentale alignée, en vertu du principe de la subsidiarité, sur celle de l'organisation régionale, en l'occurrence la CEDEAO, amène à reconsidérer le maintien de la mission d'observation de l'Union africaine déjà en place.

En conséquence de tous ces faits, il est décidé de rappeler la mission d'observation déployée pour l'observation des élections législatives prévues en République de Guinée le 1er mars 2020.

La Commission de l'Union africaine reste et demeure entièrement disposée, en concertation avec la CEDEAO, et en solidarité avec le gouvernement et tous les acteurs politiques et sociaux de Guinée à accompagner le processus électoral dans ce pays conformément aux principes de l'organisation qui régissent l'observation des élections en Afrique.

Lien du communiqué de l'UA [ici](#)

Lire aussi: [La CEDEAO renonce « à déployer une mission d'observation des élections en Guinée »](#)

ICG dénonce les recours à la Constitution pour se maintenir au pouvoir

écrit par GuineePolitique© | 26 mars 2020



*Republication de contenu**

Chronique : Union Africaine, CEDEAO... Réactivez vos instruments de prévention des crises

écrit par GuineePolitique© | 26 mars 2020



Tous les éléments crisogènes sont aujourd'hui réunis pour alerter les organisations sous régionales et africaines sur la situation fabriquée de toutes pièces par Alpha Condé et ses alliés/militants institutionnels (la CENI, la cour constitutionnelle, l'assemblée nationale...). Il est temps d'agir. Des instruments de prévention existent et il faut anticiper par l'envoi d'une mission à Conakry pour rappeler à Alpha Condé la Charte africaine de la démocratie, de la gouvernance et des élections adoptée le 30 janvier 2007 à Addis Abeba, ratifiée par la Guinée. L'article 23 de la Charte énonce clairement « les États parties conviennent que l'utilisation, entre autres des moyens ci-après pour accéder ou se maintenir au pouvoir constitue un changement anticonstitutionnel de gouvernement et est passible de sanctions appropriées de la part de l'Union: [.] – Tout amendement ou toute révision des Constitutions ou des instruments juridiques qui portent atteinte aux principes de l'alternance démocratique. »

Le principe de non-ingérence ne s'applique plus dans ce cas. N'attendez pas davantage sous prétexte que Alpha Condé ne s'est pas explicitement prononcé sur ses intentions d'instrumentaliser la constitution par le moyen de

contournement déjà connu qui est la proposition d'une nouvelle constitution.

Toutes les institutions internationales présentes en Guinée ont des outils de monitoring pour suivre et évaluer les signes évidents d'une grave crise politique en gestation.

Ce projet de 3ème mandat (nouvelle constitution) ne passera pas et l'entêtement de Alpha Condé risque de plonger la Guinée dans une instabilité politique sans précédent avec ses corollaires de violences (une tradition politique en Guinée).

Sékou Chérif Diallo